

Le P'tit Jaurès du 20ème

Journal de République et Socialisme du 20^{ème} arrondissement – Mars 2015

Edito



Citoyennes, Citoyens,

Les choix budgétaires de notre municipalité sont fortement critiqués par la droite qui préférerait des économies drastiques.

Eh oui ! La majorité municipale d'union de la Gauche à Paris n'a pas fait le choix de l'austérité ! Nous n'avons de cesse, avec la Maire de Paris, de

réaffirmer notre attachement à une politique publique de fort investissement au service de l'emploi et de solidarité. Nous voulons des services publics, des terrains de sports, des musées, des piscines, des écoles de qualité pour toutes et tous.

La municipalité parisienne dispose pour financer tout cela, de peu de marge de manœuvre. Nous n'avons de cesse d'en réclamer à l'Etat. Aussi avons-nous décidé de taxer davantage les plus favorisés, comme par exemple en augmentant la taxe de séjour sur les hôtels de luxe, et de rendre les tarifs plus progressifs pour l'accès aux conservatoires et à la cantine. Et surtout notre municipalité a fait du logement pour tous sa priorité, au grand dam des élus de droite des arrondissements chics de Paris.

Notre Ville a également développé une politique contre les emplois précaires et la grande exclusion dont des espaces parisiens pour l'insertion comme celui de Buzenval.

Les femmes sont les premières victimes de la précarité grandissante. C'est une raison supplémentaire, avec celle de la laïcité, pour se mobiliser toutes et tous **le dimanche 8 mars pour la journée des femmes et le 9 avril contre la précarisation de l'emploi et le travail le dimanche.**

Béatrice Durand,
Co secrétaire départementale.



Nous contacter :

rets75@orange.fr

le blog parisien :

republiqueetsocialisme75.unblog.fr

le blog de nos élues :

eluesrepublicainessocialistes.unblog.fr

le site national :

republiqueetsocialisme.fr

Monsieur Macron :

les femmes ne vous disent pas merci !

Les premières victimes du projet de loi Macron, sont les femmes. Particulièrement les femmes les plus défavorisées.

Alors que nos aînés ont lutté pour que toutes et tous puissent concilier évolution professionnelle et vie personnelle et familiale, **30 % des femmes travaillent à temps partiel contraint** et leurs salaires sont toujours très inférieurs à ceux des hommes.

Qui va être concerné par le travail le dimanche alors qu'à Paris dans le commerce de détail **60 % des employés sont des femmes**, 43 % à temps partiel et que 30 % élèvent seules leurs enfants ? Idem dans les grands magasins. 80 % des vendeurs sont des vendeuses !



Ce sont elles qui devront sacrifier leur repos dominical et leurs nuits pour satisfaire l'appétit insatiable de quelques patrons de grands magasins.

On prétend que seuls les volontaires travailleront le dimanche : c'est faux ! Nous savons tous que SEUL le patron décide. Il faut n'avoir jamais été salarié pour croire le contraire !

On prétend qu'il y aura des majorations de salaire : c'est faux ! La réalité c'est que la loi n'en fixe pas. Elle renvoie au dialogue social. Comme s'il y avait « dialogue social » dans la situation de crise actuelle, comme si dans toutes les entreprises il y avait des syndicats organisés. Pire elle prévoit même des cas où cela relèvera de la seule décision de l'employeur !

Au total, la vie familiale et la participation à des loisirs de groupe (sport, culture) ou à des activités associatives seront rendues plus difficiles, ce qui contribuera à un affaiblissement du lien social.

Enfin cela n'a rien à voir avec le fait de faire ses courses le dimanche ou permettre aux artisans et commerçants individuels de travailler : c'est déjà possible ! D'ailleurs 20 à 25 % des commerces parisiens sont ouverts le dimanche et couvrent la totalité des besoins de la vie courante : alimentation, cafés et restaurants, santé, stations-service, marchés, etc. En outre, de nombreux services - publics ou non - fonctionnent : sécurité, santé, transports, propreté, équipements sportifs, établissements culturels (spectacles, musées, bibliothèques).

Pour toutes ces raisons République et Socialisme soutien la Maire de Paris, Anne Hidalgo, dans sa volonté de ne pas étendre le travail du dimanche à Paris.



LA QUESTION DE MARINETTE BACHE,

Conseillère République et Socialisme de Paris et du 20^{ème} arrdt .

« Et si on commençait par cesser de considérer que tous les originaires du Maghreb sont des musulmans et qu'on leur reconnaissait une égale liberté personnelle à croire ou à ne pas croire ? Et si on commençait par lutter contre tous les racismes, l'antisémitisme et le sexisme ? Après, le fait d'aimer ou de ne pas aimer telle ou telle religion, tant qu'il n'y a aucun délit d'entrave à pouvoir la pratiquer dignement et tant qu'elle respecte la neutralité de l'espace public, c'est affaire personnelle, non ? »

R&S Paris ne participera pas au meeting des identitaires

Deux mois après les attentats islamistes contre Charlie-Hebdo et à la veille de la journée internationale du 8 mars, affirmant les droits des Femmes et reconnaissant leurs luttes pour l'Egalité du genre humain,

- attaché aux valeurs fondatrices de la République que sont la Liberté, l'Egalité et la Fraternité,
- attaché à son principe essentiel de Laïcité, permettant la liberté d'expression dans le respect de la loi,
- dénonçant tous les racismes et antisémitisme,
- ayant comme conception de la République, celle d'une communauté de citoyens libres de tout dogme, en conscience et en raison, refusant toute assignation à résidence ethnique ou religieuse,
- ne reconnaissant aucun délit de blasphème ou d'apostasie,
- condamnant tout relent d'esprit colonialiste qui ne reconnaît pas l'Autre comme un Egal et le place dans une situation d'être « protégé »,
- et, à la veille du 8 mars 2015, plus particulièrement en solidarité avec les luttes menées par les Femmes en Tunisie, en Egypte, au Yemen, au Pakistan, au Nigéria et dans bien d'autres pays,

République et Socialisme ne peut se retrouver sur un appel avec, entre autres, des organisations telles l'UOIF, les Indigènes de la République, les Indivisibles, qui, à divers égards, argumentent sur le « droit à la différence » pour repousser le « droit à la ressemblance » et instaurer la différence des droits, qui foulent aux pieds les principes républicains, en particulier ceux de reconnaissance de l'Egalité des Êtres humains : séparation des Hommes et des Femmes, refus du mariage pour tous, promotion de principes identitaires, confusion entre origine culturelle et appartenance religieuse...

Le comité parisien de République et Socialisme ne soutient pas et ne participera pas au meeting du 6 mars à St Denis et appelle, au contraire, les citoyennes et les citoyens, dans l'esprit de la grande marche républicaine du peuple français du 11 janvier dernier, à se retrouver dans l'appel à la lutte pour la Laïcité de Charlie-Hebdo du 14 janvier 2015. Selon l'expression de Ghaleb Bencheikh, il est temps de se lever pour, ensemble, « sortir de l'indigence intellectuelle » et « sans volonté d'hégémonie aucune, faire Nation ».

Dans le 20^{ème}, les attaques faites aux femmes sont venues s'inviter sous un autre aspect.

La Maire du 20^{ème} arrondissement a été attaquée parce qu'elle refusait de recevoir dans la mairie dans laquelle elle a été élue, des femmes portant une parole régressive sur le droit des femmes. République et Socialisme Paris lui apporte son plein et entier soutien et **vous invite à venir échanger** à la Mairie du 20^{ème} **le samedi 7 mars à 18h** sur « **Droit des femmes et Laïcité - Le féminisme dans la Cité** ». Nous appelons également à la manifestation pour la défense du droit des femmes dimanche 8 mars (République-Bastille à partir de 14h30).

La santé publique, une préoccupation constante pour R&S75



A Paris, avec le manque de médecins conventionnés en secteur 1, les malades en difficulté financière vont aux urgences alors que leur pathologie pourrait relever d'un traitement en libéral. Il faut donc saluer la volonté de notre municipalité de permettre l'installation de maisons de santé conventionnées comme dans le quartier St Blaise. Les élues républicaines-socialistes se battent depuis plusieurs années pour la sauvegarde des services d'urgence dans les

hôpitaux parisiens. Elles se réjouissent du soutien d'Anne Hidalgo contre la fermeture de l'Hôtel-Dieu. Contrairement au choix du gouvernement de supprimer 22.000 postes dans le milieu hospitalier, la Municipalité a fait le choix de se mobiliser pour la santé publique.

D'autre part, la réorganisation des hôpitaux de l'Est parisien, la fermeture imposée de la maternité de St Antoine, ont concentré sur l'hôpital Tenon de forts besoins en matière d'obstétrique, d'accouchements et de néonatalité. Rappelons que la mobilisation active de la mairie du 20ème, de sa Maire, Frédérique Calandra, d'élus aux côtés du personnel, du collectif de défense et de nombreuses femmes, a permis la sauvegarde du centre IVG de Tenon. L'action de la municipalité a même permis de l'améliorer. Aujourd'hui, la Ville attribue une subvention de 100 000 € à l'AP-HP pour la maternité de Tenon qui à la fin des travaux, fin 2016, devrait comporter 42 lits d'obstétrique, 14 pour les grossesses à haut risque et 12 pour la néonatalité, permettant ainsi d'atteindre en 2017 les 3500 accouchements au lieu des 2700 actuellement.



Comme quoi il n'y a pas de combat perdu d'avance que ceux qui ne sont pas menés. De nombreux collectifs citoyens se sont montés en province pour, aux côtés des personnels et des élus, empêcher les suppressions d'hôpitaux et de services prévus sous la précédente législature

... à ce propos,

R&S75 vous informe de la tenue de
l'Assemblée Générale de la Coordination nationale
des comités de défense des hôpitaux
et maternités de proximité, le

Samedi 11 Avril de 11h30 à 18h00

à la Bourse du Travail, 3 rue du château d'eau - Métro République